

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/9-C/7
20 octobre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 200167

Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes du conflit armé et des autres groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires	3 120 000 (au maximum par an)
Durée du projet	24 mois (1 ^{er} janvier 2011–31 décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	234 659 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	108 617 662
Coût total pour le PAM	323 882 196

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal, ODJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

RÉSUMÉ

Dix-sept années d'un conflit armé complexe ont sérieusement mis à mal l'économie et les infrastructures de la République démocratique du Congo et ont accentué la précarité de la sécurité alimentaire. Quatre-vingts pour cent de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté¹, et la flambée des prix des denrées alimentaires a très durement touché les personnes les plus vulnérables.

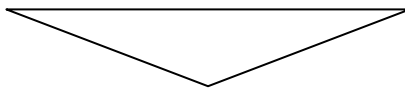
La présente intervention vise à répondre aux besoins liés à deux grands chocs: le conflit qui sévit dans les régions de l'est et de l'Équateur; et les effets sur l'ouest du pays de la crise financière de 2008/09, qui a ravagé l'industrie minière et entraîné dans son sillage chômage et niveaux élevés de malnutrition aiguë. Les enquêtes nutritionnelles conjointes menées en 2009 ont permis de constater que les provinces du Kasai-Occidental, du Kasai-Oriental, du Maniema et du Katanga étaient particulièrement fragilisées.

L'intervention répondra aux Objectifs stratégiques 1, 3 et 5 du PAM, qui visent respectivement à sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence, à remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition, et à renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux. Les principales activités de secours consisteront à effectuer des distributions générales de vivres et à traiter la malnutrition; une plus large place sera accordée au redressement accéléré, notamment aux interventions nutritionnelles, aux programmes de repas scolaires et à la reconstitution des avoirs. Le PAM renforcera les capacités du Gouvernement afin de l'aider à mettre en place les politiques et les structures nécessaires pour lutter contre la faim. Les distributions de bons d'alimentation réalisées à titre expérimental fin 2010 seront intégrées le cas échéant dans l'intervention à la faveur de révisions ultérieures.

La présente intervention contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2 et 4, à savoir réduire l'extrême pauvreté et la faim, rendre l'enseignement primaire universel, et réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Elle va dans le sens du projet de document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2011–2015) du Gouvernement, des plans de stabilisation établis par le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies pour les zones sortant du conflit à l'est, et du plan évolutif destiné à consolider la paix dans l'ouest du pays.

¹ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 2009*. New York.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement République démocratique du Congo 200167 "Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes du conflit armé et des autres groupes vulnérables" (WFP/EB.2/2010/9-C/7), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS D'INTERVENTION

Contexte général

1. La République démocratique du Congo (RDC) compte 69 millions d'habitants sur un territoire de la taille de l'Europe occidentale. Plusieurs décennies de mauvaise gouvernance ont sapé l'autorité de l'État et nuï à la prestation des services sociaux. Le conflit dans l'est du pays a fait quatre millions de morts, et les flambées de violence sporadiques n'ont pas cessé malgré les résultats encourageants des élections de 2006. Les groupes armés sévissent dans de vastes zones des provinces de l'est; la reprise fin 2008 des hostilités entre le Gouvernement et des factions armées dans le Nord-Kivu et l'Ituri a provoqué des troubles de grande ampleur, ébranlé l'autorité de l'État, mis les relations régionales à rude épreuve et compromis les progrès accomplis ces dernières années dans le domaine de la consolidation de la paix.
2. Depuis le début de 2009, la situation est plus propice à la paix, et de nouvelles possibilités de réconciliation et de redressement sont apparues. En 2010, la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) a été reconfigurée et est devenue la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et des élections présidentielle et législatives sont programmées en novembre 2011². Toutefois, les affrontements avec l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)³, auxquels s'ajoutent les exactions que l'armée continue de commettre à l'encontre des civils, fragilisent le processus de paix.
3. Les tensions ethniques attisent les conflits liés à la terre et aux ressources et freinent le retour des personnes déplacées et des réfugiés congolais. Fin 2009, les violences interethniques qui ont éclaté dans la région de l'Équateur ont poussé 123 000 ressortissants du pays à chercher refuge en République du Congo et en République centrafricaine⁴. En août 2010, on comptait 2 millions de personnes déplacées⁵.
4. La situation humanitaire s'est dégradée ces dernières années. Au classement de l'indice de développement humain, la RDC a reculé du 167^e au 176^e rang entre 2007 et 2009, et elle affiche le produit intérieur brut par habitant le plus faible au monde (298 dollars É.-U.)⁶. L'affaiblissement de la monnaie nationale, dont le taux de change par rapport au dollar est passé de 550 à 903 francs entre 2008 et 2010, et le fort taux d'inflation de 20 pour cent⁷ influent sur l'économie et le pouvoir d'achat. Quatre-vingts pour cent de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté, fixé à deux dollars par jour⁶.

² Le mandat initial de la MONUSCO se termine en juin 2011, mais il sera probablement prorogé jusqu'aux élections générales de 2011.

³ Comité international de secours. *Special Report: Congo* (Rapport spécial sur le Congo). Disponible à l'adresse: www.theirc.org/special-reports/special-report-congo-y.

⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Fact Sheet DRC (fiche d'information sur la RDC), septembre 2010. Disponible à l'adresse: www.unhcr.org/4cb847c39.html.

⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Mouvements de populations, août 2010. Disponible à l'adresse: www.rdc-humanitaire.net.

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement. *Rapport mondial sur le développement humain 2009*. New York.

⁷ Moyenne sur la période allant de janvier à août 2010, Banque Centrale du Congo, www.bcc.cd/index.php?option=com_contact&view=contact&id=1&Itemid=61.

5. Le pays a fait des progrès dans le domaine de l'éducation, mais des disparités importantes subsistent. Le taux brut de scolarisation dans le primaire est de 90,7 pour cent à l'échelle nationale: 82,7 pour cent pour les filles et 98,5 pour cent pour les garçons⁸. Ces chiffres sont moins importants dans la Province de l'Équateur et les provinces de l'Est du pays. Le taux d'achèvement du cycle primaire est de 53,9 pour cent au niveau national, contre 29,4 pour cent seulement dans le Nord-Kivu. Les frais de scolarité représentaient un poste de dépenses important pour les ménages, ce qui limitait l'accès des enfants à l'école, mais le Gouvernement a commencé à instaurer l'enseignement primaire universel et gratuit.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

⇒ *Aperçu général*

6. Le conflit a entraîné des mouvements de population, en particulier dans la Province-Orientale, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, et a restreint l'accès aux champs et accru les pressions exercées sur les terres aux abords des zones d'installation des personnes déplacées.
7. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 60 pour cent entre mai 2008 et mai 2010⁹. La crise financière mondiale de 2008/09 a provoqué la fermeture de mines et une hausse du chômage dans les provinces du Katanga et du Kasai, et un exode urbain, ce qui a accentué la pression pesant sur l'agriculture de subsistance. Cette situation s'est traduite par une dégradation de la sécurité alimentaire et une nette augmentation de l'émaciation¹⁰.
8. En 2008, une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité a établi que 15 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée, et plusieurs évaluations ultérieures ont confirmé le caractère préoccupant de la situation en matière de sécurité alimentaire¹¹. En 2010, la classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) met également le problème en évidence, plusieurs territoires étant classés en phase de crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë (phase 3 de l'IPC)¹².
9. L'agriculture pâtit de la stérilité des terres, de la piètre qualité des outils et des semences, de l'inadéquation des marchés, de l'insuffisance des infrastructures, de la multiplication des pillages et du prélèvement de taxes illicites. Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, le flétrissement bactérien des bananes suscite une inquiétude croissante. Les inondations et les sécheresses contribuent aussi à la vulnérabilité.

⁸ Ministère de l'éducation. Annuaire statistique de l'éducation 2007/2008. Kinshasa.

⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). *Update on food prices in the DRC* (Rapport actualisé sur les prix des produits alimentaires en RDC), novembre 2009–mai 2010. Kinshasa.

¹⁰ Programme national de nutrition/Fonds des Nations Unies pour l'enfance/PAM. Rapport succinct des enquêtes nutritionnelles menées dans les provinces du Kasai-Occidental et du Kasai-Oriental, décembre 2009. Kinshasa.

¹¹ Évaluations rapides en milieu rural effectuées par l'Unité du bureau de pays chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité dans le Sud-Kivu et le Nord-Kivu et dans le district du Haut-Uélé, en Province-Orientale; évaluation préliminaire de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence à Bunia, dans la Province-Orientale; évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence dans le Sud-Kivu; système de suivi de l'autonomie dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu; et évaluation rapide en milieu rural menée par le PAM et la FAO dans le territoire de Kungu (Province de l'Équateur).

¹² FAO/PAM. Rapport sur la 3^e phase de la Classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire, mars-avril 2010. Les quatre autres phases sont: phase 1 – généralement en sécurité alimentaire; phase 2 – insécurité alimentaire modérée/limite; phase 4 – urgence humanitaire; et phase 5 – famine/catastrophe humanitaire.

⇒ *Situation en matière de sécurité alimentaire, par province*

10. Dans le Nord-Kivu, le nombre de ménages dont la consommation alimentaire est faible a augmenté de 42 pour cent entre février 2009 et janvier 2010¹³, évolution qui s'accompagne d'un recours fréquent à des stratégies de survie préjudiciables. Bien que l'accès aux terres arables se soit amélioré depuis juillet 2009, la province accuse un déficit céréalier de 100 000 tonnes, et les ménages consacrent plus de 60 pour cent de leur budget à l'achat de nourriture.
11. Dans le Sud-Kivu, le nombre de ménages ayant une faible consommation alimentaire a augmenté de 20 pour cent entre juillet 2009 et février 2010, les personnes déplacées et les personnes retournant chez elles étant les plus touchées; près de 77 pour cent de la population est tributaire des marchés pour se nourrir. Le conflit s'est aggravé en 2010, et les cultures ont diminué de 25 pour cent.
12. Dans la Province-Orientale, 38 pour cent des habitants sont en situation d'insécurité alimentaire grave, et 54 pour cent, d'insécurité alimentaire modérée; par ses activités, la LRA est responsable du déplacement de populations dans les districts du Haut et du Bas-Uélé. Les communautés ne peuvent pas cultiver de terres à plus de 10 kilomètres de chez elles, et la dernière moisson normale remonte à décembre 2008. La consommation alimentaire est faible ou à la limite du niveau acceptable pour 61 pour cent des ménages du territoire de Dungu. Les prix des denrées restent très élevés¹⁴ et l'alimentation absorbe 70 pour cent des revenus des ménages.
13. L'IPC de mars 2010 a fait apparaître une dégradation de la sécurité alimentaire dans le Kasai-Oriental et le Kasai-Occidental, la malnutrition s'étant accentuée après l'effondrement du secteur minier.
14. Dans la Province de l'Équateur, le conflit qui a fait rage fin 2009 a causé le déplacement de 200 000 personnes. Une enquête conjointe menée dans le territoire de Kungu par le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a révélé que 65 pour cent des personnes avaient une consommation alimentaire faible ou à la limite du niveau acceptable. Les affrontements ont empêché les personnes déplacées et les populations d'accueil de moissonner. Pendant plusieurs mois entre les récoltes, les personnes déplacées ne disposent que de petits stocks de vivres, voire n'ont aucune réserve, et recourent à des mécanismes d'adaptation non viables. Les prix des aliments de base continuent de croître, surtout pendant la saison de soudure.
15. Dans le Katanga, la sécurité alimentaire s'est détériorée: 10 territoires sont passés de la phase d'insécurité alimentaire modérée (phase 2 de l'IPC), à la phase de crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë (phase 3). Cette évolution est liée notamment au déclin du secteur minier, à l'isolement imputable au mauvais état des routes, à la mosaïque du manioc et à d'autres maladies des plantes, ou encore à l'irrégularité des précipitations.
16. La Province du Maniema affiche des taux de malnutrition élevés. Elle subit également la violence des groupes armés, souffre de son isolement et doit faire face à l'afflux de personnes déplacées en provenance du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

¹³ PAM, évaluation rapide en milieu rural, janvier 2010. Kinshasa.

¹⁴ Évaluation préliminaire de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, Province-Orientale, juin 2010. Kinshasa.

⇒ *Aperçu général de la situation en matière de nutrition*

17. Entre 1990 et 2009, l'indice de la faim dans le monde de la RDC a régressé de plus de 50 pour cent. D'après l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), la RDC est l'un des pays le plus durement touchés par la faim chronique et la dénutrition¹⁵. Ses taux de mortalité maternelle (13 décès pour 1 000 naissances) et de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (20 pour cent) sont parmi les plus élevés au monde. Le taux national de retard de croissance atteint 45 pour cent, et l'insuffisance pondérale, 25 pour cent. La prévalence de l'anémie est de 60 pour cent chez les femmes enceintes et de 80 pour cent chez les enfants de moins de 2 ans¹⁶; les taux d'insuffisance pondérale à la naissance avoisinent 8 pour cent en moyenne à l'échelle nationale¹⁶. La prévalence du VIH en RDC (1,3 pour cent) est moyenne¹⁶, mais le niveau de tuberculose¹⁷ est élevé.
18. Le taux de malnutrition aiguë globale est de 10 pour cent à l'échelle nationale¹⁸, sachant que ce chiffre est nettement supérieur dans bon nombre des territoires du pays. Les enquêtes menées en novembre et décembre 2009 ont fait apparaître des taux de malnutrition aiguë inquiétants chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes. Dans les provinces de l'Équateur, du Kasai-Occidental, du Kasai-Oriental, du Maniema et du Katanga, 420 000 enfants de moins de 5 ans et plus de 100 000 femmes enceintes ont dû faire l'objet d'interventions nutritionnelles d'urgence. Les taux de malnutrition aiguë globale étaient supérieurs à 10 pour cent dans 52 des 90 territoires, et ils dépassaient le seuil critique de 15 pour cent dans six d'entre eux¹⁸. Les taux de malnutrition chronique excèdent 60 pour cent dans certaines parties des provinces du Kasai et de celles de l'Équateur et du Maniema.

Scénarios d'intervention

19. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200167 repose sur l'hypothèse selon laquelle les avancées démocratiques récentes seront pérennisées, des élections crédibles auront lieu en 2011 et des progrès seront réalisés dans le domaine de la consolidation de la paix. On s'attend également à une amélioration de la sécurité, qui permettrait d'augmenter le nombre d'activités de redressement en 2012. Toutefois, selon le Cadre stratégique intégré établi par l'Organisation des Nations Unies pour 2010–2012¹⁹, l'est de la RDC continuera d'être menacé par des groupes armés étrangers, et les opérations militaires entraîneront de nouveaux mouvements de population.
20. L'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë persisteront si les prix des produits alimentaires restent élevés, si l'emploi et les revenus continuent de stagner et si la production agricole ne dépasse pas le seuil de subsistance. Dans le pire des cas de figure, ces conditions seront exacerbées par la recrudescence des violences, des catastrophes naturelles ou des tensions politiques.

¹⁵ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). *Report on the Global Hunger Index 2009* (Rapport sur l'indice de la faim dans le monde 2009). Washington.

¹⁶ ICF MACRO International et Gouvernement de la RDC, enquête démographique et sanitaire de 2007. Kinshasa.

¹⁷ En 2009, la RDC se classait dixième parmi les 22 pays les plus touchés par la tuberculose.

¹⁸ UNICEF et Programme national de nutrition, enquêtes nutritionnelles territoriales dans les provinces de l'Équateur, du Kasai-Occidental, du Kasai-Oriental, du Katanga et du Maniema, décembre 2009. Les données concernent les zones accessibles dans lesquelles se trouvent des partenaires.

¹⁹ Le Cadre stratégique intégré a quatre grands objectifs: i) intervenir au niveau des conflits en cours; ii) stabiliser les zones touchées par des conflits; iii) consolider la paix dans toute la RDC; et iv) assurer le développement.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

21. Plusieurs décennies de mauvaise gouvernance exacerbée par le conflit ont restreint la capacité du Gouvernement d'administrer le pays. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté porte essentiellement sur la consolidation de la paix et met l'accent sur la gouvernance, la reconstruction et le redressement économique, la prestation de services sociaux et la protection de l'environnement. Le Gouvernement a lancé le Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) pour le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, la Province-Orientale, le Maniema et le district de Tanganyika à l'est. Parmi les politiques nationales figurent un projet de politique nationale de sécurité alimentaire, le Plan stratégique national de lutte contre le VIH (2010–2014), le protocole de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë et une politique en faveur de l'enseignement primaire universel, qui est en cours d'élaboration.

Politiques, capacités et actions des autres intervenants importants

22. Les opérations de l'Organisation des Nations Unies en RDC sont régies par la résolution 1925 (2010)²⁰ du Conseil de sécurité et le Cadre stratégique intégré.
23. Les interventions humanitaires sont mises en place selon un plan d'action humanitaire annuel élaboré par l'Organisation des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG). Les mesures de stabilisation sont conformes à la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation (ISSSS) de l'Organisation des Nations Unies et au programme STAREC du Gouvernement. Un plan de consolidation de la paix est en train d'être élaboré pour la partie occidentale du pays, afin de compléter le programme STAREC. Les opérations des Nations Unies concordent avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2008–2012.
24. La communauté des donateurs appuie le Gouvernement, les ONG et les organismes des Nations Unies par l'intermédiaire du Fonds humanitaire commun relatif au plan d'action humanitaire et du mécanisme de financement pour la stabilisation et le relèvement se rapportant à l'ISSSS.

Coordination

25. Le PAM dirige les modules de la logistique et des télécommunications, codirige celui de la sécurité alimentaire et participe à d'autres. La communauté humanitaire et l'opération de maintien de la paix synchronisent les escortes dans les zones dangereuses. Des groupes gouvernementaux thématiques coordonnent les interventions liées au développement. L'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement dirigent ensemble le comité de coordination technique chargé des activités de stabilisation.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE APPORTÉE PAR LE PAM

26. Les principaux objectifs de l'IPSR sont les suivants:

²⁰ Par sa résolution 1925 (2010), le Conseil de sécurité a confié à la MONUSCO le double mandat suivant: i) protection des civils; et ii) stabilisation et consolidation de la paix.

- réduire la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les adultes vulnérables (Objectif stratégique 1);
- assurer une consommation alimentaire adéquate aux ménages, communautés, personnes déplacées et réfugiés ciblés (Objectif stratégique 1);
- rétablir les moyens de subsistance des communautés ciblées, en améliorant l'accès aux avoirs dans les périodes de transition précaires (Objectif stratégique 3);
- stabiliser aux niveaux d'avant-crise le taux de scolarisation des filles et des garçons, y compris parmi les populations déplacées et réfugiées (Objectif stratégique 3); et
- renforcer la capacité du Gouvernement de réduire la faim, y compris au moyen de stratégies visant à renforcer les capacités et des achats locaux (Objectif stratégique 5).

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour

27. Il est ressorti de l'évaluation de 2009 que l'assistance du PAM était appropriée sur les plans de la répartition géographique et de la programmation, et qu'elle avait un effet positif sur les taux de malnutrition et de mortalité infantiles. À l'issue de cette évaluation, il avait été recommandé au PAM de concentrer ses ressources dans les zones accessibles et d'axer ses efforts sur les activités qui pouvaient être menées avec les ressources disponibles. Le Programme avait également été invité à accroître les synergies avec ses partenaires, à mettre en place des dispositifs de transferts monétaires et de bons d'alimentation, et à renforcer les achats locaux. Compte tenu du niveau élevé de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire, une mission chargée d'examiner les programmes a en outre préconisé de poursuivre les interventions de secours et de redressement dans les provinces de l'est du pays et de les amplifier dans les Kasai et le sud de l'Équateur. L'IPSR tient compte de ces recommandations.

Grands axes de la stratégie

28. Le PAM assurera des secours afin de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance des ménages vulnérables, en particulier des femmes. Les interventions nutritionnelles seront axées sur les zones dans lesquelles les taux de malnutrition aiguë globale sont élevés. Le PAM appuiera le retour chez elles des personnes déplacées et des réfugiés ainsi que leur relèvement et celui des rapatriés et d'autres personnes vulnérables au moyen d'activités visant à reconstituer les avoirs, d'initiatives Vivres pour la formation (VVF), de programmes de repas scolaires et d'interventions nutritionnelles.
29. Des interventions dans les domaines de la nutrition et de l'éducation contribueront à renforcer les capacités des autorités nationales et provinciales. Il s'agira notamment, en collaboration avec d'autres organismes, d'étoffer les moyens au service du Programme national de nutrition et des dispositifs d'alerte rapide et d'évaluation.
30. La composante secours représente 30 pour cent de l'assistance du PAM et la composante redressement, 70 pour cent. Cette répartition pourra être ajustée en fonction des progrès accomplis en matière de consolidation de la paix. Le PAM veillera à ce que ses outils d'évaluation, de planification et de suivi tiennent compte de la problématique hommes-femmes, du principe consistant à "ne pas nuire" ainsi que des questions de protection, et à ce que sa politique en matière de problématique hommes-femmes soit appliquée.

31. Les bons d'alimentation seront incorporés dans l'IPSR en fonction des résultats des activités pilotes en cours et des études menées. Les premières évaluations sont encourageantes²¹.

Secours

⇒ *Distributions générales de vivres*

32. Les personnes déplacées recevront une ration alimentaire équivalant à 2 130 kilocalories pendant trois mois, et un appui sera fourni à la population d'accueil compte tenu des résultats de l'évaluation. Le PAM se concertera avec ses partenaires pour répondre aux besoins non alimentaires.
33. Les victimes de catastrophes naturelles recevront une ration alimentaire générale pendant trois mois au maximum.
34. Les personnes déplacées ayant pris le chemin du retour bénéficieront d'une assistance alimentaire pendant trois mois en moyenne. Dans les zones où les personnes retournant chez elles sont très nombreuses, le PAM suivra une approche communautaire; il assurera des distributions générales de vivres au profit des plus vulnérables d'entre elles et des populations d'accueil, et mènera des activités visant à reconstituer les avoirs au profit d'autres bénéficiaires.
35. Les réfugiés qui devraient être rapatriés en 2011/12 de la République du Congo, du Rwanda, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie recevront une ration familiale pendant trois mois. Le PAM aidera également les réfugiés de l'Angola, du Burundi et du Rwanda en leur fournissant une ration pour sept jours au moment de leur départ de la RDC.
36. Les victimes de violences sexuelles et les personnes qui leur prodiguent des soins recevront des produits alimentaires dans les dispensaires pendant les trois mois du traitement, puis elles bénéficieront d'un appui sous la forme d'activités VPF.
37. Une assistance sera fournie aux enfants soldats démobilisés âgés de 15 à 17 ans dans les centres de démobilisation, pendant trois mois en moyenne, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour le développement.

⇒ *Interventions nutritionnelles*

38. Les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée bénéficieront, conformément au protocole national de nutrition, d'une supplémentation alimentaire ciblée (mélange maïs-soja, huile et sucre), tout comme les malades atteints du VIH ou de la tuberculose sous thérapie antirétrovirale ou sous traitement de brève durée sous surveillance directe dont l'état nutritionnel s'est nettement dégradé. Les centres de santé et de nutrition sont sélectionnés par le module de la nutrition à l'échelle de chaque province.
39. Le PAM distribuera des rations individuelles aux personnes qui s'occupent des enfants admis dans les centres d'alimentation thérapeutique.

²¹ PAM. *DRC Cash and Voucher Feasibility Assessment* (Évaluation de la faisabilité de la mise en oeuvre des transferts monétaires et des bons d'alimentation en RDC), mai 2010. Kinshasa.

40. Dans les zones où le taux de malnutrition aiguë globale dépasse 15 pour cent (ou 10 pour cent avec des facteurs aggravants), le PAM fournira une supplémentation alimentaire généralisée à tous les enfants de 6 à 23 mois, pour prévenir la malnutrition aiguë. Les enfants recevront une ration quotidienne de suppléments nutritionnels prêts à consommer très énergétiques et enrichis en vitamines et en minéraux, ce pendant trois mois durant la saison de soudure.

⇒ *Redressement accéléré*

41. Diverses activités de reconstitution des avoirs seront élaborées pour les personnes retournant chez elles et les communautés d'accueil: restauration d'abris, reconstruction de logements, réhabilitation de routes, multiplication des semences, remise en état d'étangs d'élevage, lutte contre l'érosion, gestion des eaux, reboisement ou encore stages de formation. Les participants recevront une ration familiale pendant trois mois en moyenne.

42. Des activités VPF seront proposées aux victimes de violences sexuelles, aux enfants soldats démobilisés, aux personnes vivant avec le VIH et aux autres groupes vulnérables. Les stages de formation porteront sur l'alphabétisation de base, la comptabilité et les compétences nécessaires à l'exercice d'activités génératrices de revenus. Les bénéficiaires recevront une ration individuelle pendant trois mois au maximum.

43. Dans le cadre de son programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI), le PAM distribuera dans les zones épargnées par le conflit où le taux de malnutrition aiguë globale dépasse 10 pour cent une ration composée d'un mélange maïs-soja, d'huile et de sucre aux femmes enceintes à partir du troisième trimestre de la grossesse jusqu'à six mois après l'accouchement et à tous les enfants de 6 à 23 mois, en prévention de la malnutrition aiguë. Les partenaires²² mèneront des interventions de SNMI complémentaires touchant notamment la vaccination, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la communication au service de l'évolution des comportements et le déparasitage. Le programme de SNMI ne sera pas mis en place dans les territoires où des distributions généralisées de suppléments nutritionnels prêts à consommer seront réalisées au bénéfice des enfants de 6 à 23 mois.

44. Un repas cuisiné sera proposé en milieu de matinée aux écoliers vivant dans des communautés en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle: il soulagera la faim à court terme et aidera les enfants à suivre les cours. L'alimentation scolaire ciblera les enfants vivant dans des régions affichant de mauvais résultats s'agissant des indicateurs de l'enseignement et durement touchées par la fermeture des mines (Kasaï-Oriental et Kasaï-Occidental), où les revenus des ménages se sont réduits, où la situation se dégrade sur le plan de la sécurité alimentaire et où les enfants courent davantage le risque d'être retirés de l'école. Elle contribuera en outre au redressement de zones récemment touchées par des conflits (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Province-Orientale, Maniema, Katanga et Équateur). Les partenaires assureront des activités complémentaires, comme le déparasitage et la fourniture de fourneaux à bon rendement énergétique.

Stratégie de transfert des responsabilités

45. Le PAM aidera le Ministère de l'agriculture à mettre en œuvre le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique lancé en 2010, et appuiera l'élaboration d'une politique nationale en matière de sécurité alimentaire. Il établira une unité de coordination de l'alimentation scolaire au Ministère de l'éducation, mettra la dernière main

²² Notamment l'UNICEF, Action contre la faim, Helen Keller International, le Programme national de nutrition, Catholic Relief Services et World Vision.

aux directives nutritionnelles destinées aux personnes vivant avec le VIH, en collaboration avec le Programme national de nutrition et le Ministère de la santé, étudiera les possibilités de faire produire localement des suppléments nutritionnels prêts à consommer, et soutiendra l'agriculture à la faveur d'achats locaux et de l'initiative Achats au service du progrès.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

46. Le nombre de bénéficiaires parmi les personnes déplacées a été établi par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la Commission Mouvements de population. Le nombre de réfugiés et de rapatriés a été déterminé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. L'UNICEF et le Ministère de l'éducation ont communiqué des informations sur les enfants scolarisés. L'évolution des opérations, des capacités de mise en œuvre, de la sécurité et des aspects logistiques a également été prise en compte.
47. Le ciblage géographique sera fondé sur l'IPC, les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et les résultats des enquêtes nutritionnelles, et privilégiera les zones instables enregistrant des mouvements de population: le district d'Ituri dans la Province-Orientale, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Équateur. Le PAM ciblera également les provinces présentant les taux de malnutrition aiguë les plus élevés, à savoir le Katanga, le Maniema, le Kasai-Occidental et le Kasai-Oriental. Un suivi régulier permettra d'ajuster le ciblage des bénéficiaires et les modalités d'assistance.

Province	Produits alimentaires (en tonnes)	%	Distributions générales de vivres	Supplémentation alimentaire ciblée	VCT	VPF	Alimentation scolaire	Supplémentation alimentaire généralisée	SNMI
Nord-Kivu	46 664	20	X	X	X	X	X		
Sud-Kivu	46 912	20	X	X	X	X	X		
Province-Orientale	27 961	12	X	X	X	X	X		
Maniema	10 029	4	X	X	X	X	X		
Katanga	62 009	26	X	X	X	X	X	X	X
Kasai	18 882	8		X				X	X
Équateur	22 202	10	X	X	X		X	X	X
TOTAL	234 659	100							

Secours

48. Des *distributions générales de vivres* seront organisées pour venir en aide aux populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire, notamment les victimes de violences, les personnes déplacées, les rapatriés et les personnes retournant chez elles, et les réfugiés. Les bénéficiaires seront enregistrés, et des vérifications seront effectuées en collaboration avec les partenaires coopérants. Le ciblage sera affiné en concertation avec les communautés locales, afin de recenser les ménages les plus vulnérables.

49. Une *supplémentation alimentaire ciblée* sera mise en place en faveur des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de 6 à 59 mois présentant une malnutrition aiguë modérée dans les zones touchées par le conflit et celles où les taux de malnutrition aiguë globale dépassent 10 pour cent. Un appui à la récupération nutritionnelle sera fourni aux personnes vivant avec le VIH atteintes de malnutrition, en fonction de leur état nutritionnel.
50. Dans le cadre d'une *supplémentation alimentaire généralisée*, des suppléments nutritionnels prêts à consommer seront distribués à tous les enfants de 6 à 23 mois dans les zones du Kasai, de l'Équateur, du Katanga et du Maniema où les taux de malnutrition aiguë globale sont supérieurs à 15 pour cent (ou 10 pour cent avec des facteurs aggravants).

Redressement accéléré

51. Des activités de *reconstitution des avoirs – VCT/VPF* seront mises en œuvre dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, dans la Province-Orientale et dans les provinces du Maniema, du Katanga et de l'Équateur. Le ciblage des ménages et des personnes sera réalisé par le partenaire coopérant concerné et la communauté.
52. Les *activités de SNMI* cibleront les zones des provinces de l'Équateur, du Kasai-Oriental, du Kasai-Occidental et du Katanga non touchées par le conflit où les taux de malnutrition aiguë globale dépassent 10 pour cent. Elles seront proposées à toutes les femmes enceintes et mères allaitantes et à tous les enfants de 6 à 23 mois, quel que soit leur état nutritionnel. Le nombre de bénéficiaires prévu a été établi au regard des chiffres de population et de la prévalence de la malnutrition, en tenant compte des possibilités d'accès et de la présence de partenaires dotés des capacités nécessaires.
53. Un programme d'*alimentation scolaire* sera mis en œuvre dans les zones où l'enseignement a été interrompu par les mouvements de population de grande ampleur provoqués par le récent conflit et dans celles qui affichent un bilan peu satisfaisant en matière d'éducation, de sécurité alimentaire et de nutrition. Les écoles sont sélectionnées en fonction des données des services locaux de l'éducation, et le PAM et ses partenaires vérifient qu'elles sont en mesure d'exécuter le programme. Le ciblage de l'UNICEF est également pris en considération afin d'assurer une synergie optimale.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

54. L'assortiment alimentaire comprend des céréales, des légumes secs, de l'huile végétale, du mélange maïs-soja enrichi, du sucre et du sel. Les rations alimentaires ont été calculées de manière à fournir des quantités équilibrées de macronutriments et de micronutriments, en respectant les habitudes alimentaires locales et les pratiques de cuisson. Pour pallier les carences en micronutriments, le PAM veillera à ce que toutes les rations incluent des aliments enrichis, du sel iodé et de l'huile végétale enrichie en vitamine A. L'huile de palme, naturellement riche en vitamine A, sera achetée localement. Le PAM choisira les céréales en fonction des habitudes alimentaires des populations concernées.

TABLEAU 2. BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES, 2011

Composante/activité	Total	Femmes/ filles	Hommes/ garçons		Céréales	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Supplé- ments nutri- tionnels prêts à con- sommer	Total (en tonnes)
SECOURS												
Distributions générales de vivres												
Personnes déplacées et populations d'accueil vulnérables	356 900	249 830	107 070		13 560	3 451	1 017	175				18 203
Victimes de catastrophes naturelles	12 000	8 400	3 600		432	130	32	5				599
Personnes déplacées revenant chez elles	248 000	173 600	74 400		8 910	2 673	668	111				12 362
Réfugiés congolais revenant de pays voisins	153 900	107 730	46 170		5 484	1 645	411	69				7 609
Réfugiés quittant la RDC pour retourner dans leur pays d'origine	48 000	14 400	33 600		134	40	10	2				186
Victimes de violences sexuelles et enfants soldats démobilisés	46 210	43 417	2 793		1 706	512	128	21				2 367
Interventions nutritionnelles												
Supplémentation alimentaire pour les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée	197 292	98 647	98 645				353		3 535	353		4 241
Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition	25 570	25 570					58		579	46		683
Supplémentation alimentaire pour les personnes atteintes du VIH sous traitement antirétroviral	5 200	1 560	3 640				23		235	19		277
Supplémentation alimentaire pour les patients tuberculeux	2 167	1 517	650				13		130	10		153

TABLEAU 2. BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES, 2011

Composante/activité	Total	Femmes/ filles	Hommes/ garçons		Céréales	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Supplé- ments nutri- tionnels prêts à con- sommer	Total (en tonnes)
Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes dans le cadre de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant	2 950	2 950					27		266	21		314
Appui à l'alimentation thérapeutique	2 440	1 221	1 219				2		26	2		30
Supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de 6 à 23 mois (suppléments nutritionnels prêts à consommer)	65 100	35 940	29 160								316	316
REDRESSEMENT ACCÉLÉRÉ												
Reconstitution des avoirs	581 473	364 815	216 658		20 744	6 196	1 562	274				28 776
Vivres pour la formation	34 250	23 975	10 275		1 232	370	92	15				1 709
SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes	74 100	57 000					410		4 104	410		4 924
SNMI: enfants de 6 à 23 mois	91 275	45 638	45 637				220		2 190	219		2 629
Repas scolaires	1 169 744	584 872	584 872		26 721	6 526	2 175	1 088				36 510
TOTAL	3 116 571	1 841 082	1 258 389		78 923	21 543	7 201	1 760	11 065	1 080	316	121 888

TABLEAU 3. BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES, 2012

Composante/activité	Total	Femmes/ filles	Hommes/ garçons		Céréales	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs- soja	Sucre	Supplé- ments nutri- tionnels prêts à con- sommer	Total (en tonnes)
SECOURS												
Distributions générales de vivres												
Personnes déplacées et populations d'accueil vulnérables	126 000	88 200	37 800		5 688	1 706	427	73				7 894
Victimes de catastrophes naturelles	13 600	4 080	9 520		490	147	37	6				680
Personnes déplacées revenant chez elles	121 000	84 700	36 300		4 356	1 307	327	54				6 044
Réfugiés congolais revenant de pays voisins	6 000	4 200	1 800		204	61	15	3				283
Réfugiés quittant la RDC pour retourner dans leur pays d'origine	42 000	29 400	12 600		118	35	9	1				163
Victimes de violences sexuelles et enfants soldats démobilisés	43 710	41 337	2 373		1 598	479	120	20				2 217
Interventions nutritionnelles												
Supplémentation alimentaire pour les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée	193 710	96 855	96 855				346		3 462	346		4 154
Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition	27 720	27 720					62		621	50		733
Supplémentation alimentaire pour les personnes atteintes du VIH sous traitement antirétroviral	5 200	3 640	1 560				23		234	19		276
Supplémentation alimentaire pour les patients tuberculeux	1 927	1 349	578				13		130	10		153



TABLEAU 3. BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES, 2012

Composante/activité	Total	Femmes/ filles	Hommes/ garçons		Céréales	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs- soja	Sucre	Supplé- ments nutri- tionnels prêts à con- sommer	Total (en tonnes)
Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes dans le cadre de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant	5 900	5 900					27		267	21		315
Appui à l'alimentation thérapeutique												
Supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de 6 à 23 mois (suppléments nutritionnels prêts à consommer)	117 540	58 771	58 769								573	573
REDRESSEMENT ACCÉLÉRÉ												
Reconstitution des avoirs	765 956	479 453	286 503		993	298	74	12				1 377
Vivres pour la formation	27 650	19 355	8 295		28 010	8 374	2 106	367				38 857
SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes	74 100	74 100					410		4 104	410		4 924
SNMI: enfants de 6 à 23 mois	171 000	85 501	85 499				410		4 104	410		4 924
Repas scolaires	1 242 500	621 250	621 250		28 512	7 128	2 376	1 188				39 204
TOTAL	2 985 513	1 725 811	1 259 702		69 969	19 535	6 782	1 724	12 922	1 266	573	112 771

TABLEAU 4. COMPOSITION ET TAILLE DES RATIONS

Composante/activité	Période	Ration quotidienne (g/jour/personne)						Total			
	(mois)	Farine de maïs	Mélange maïs-soja	Haricots	Huile	Sel	Sucre	g	% de graisses	% de protéines	Kcal
SECOURS											
Distributions générales de vivres											
Personnes déplacées et populations d'accueil vulnérables	3	400		120	30	5		555	11	16	2 132
Victimes de catastrophes naturelles	3	400		120	30	5		555	11	16	2 132
Personnes déplacées revenant chez elles	de 3 à 6	400		120	30	5		555	11	16	2 132
Réfugiés congolais revenant de pays voisins	3	400		120	30	5		555	11	16	2 150
Réfugiés quittant la RDC pour retourner dans leur pays d'origine	1	400		120	30	5		555	11	16	2 150
Victimes de violences sexuelles et enfants soldats démobilisés	3	400		120	30	5		555	11	16	2 150
Interventions nutritionnelles											
Supplémentation alimentaire pour les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée	3		200		20		20	240	14	27	1 057
Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition	9		200		20		20	240	14	28	1 057
Supplémentation alimentaire pour les personnes atteintes du VIH sous traitement antirétroviral	6		250		25		20	295	14	28	1 301
Supplémentation alimentaire pour les patients tuberculeux	9		250		25		20	295	14	28	1 301
Supplémentation alimentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitantes dans le cadre de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant	12		250		25		20	295	14	28	1 301

TABLEAU 4. COMPOSITION ET TAILLE DES RATIONS

Composante/activité	Période	Ration quotidienne (g/jour/personne)						Total			
	(mois)	Farine de maïs	Mélange maïs-soja	Haricots	Huile	Sel	Sucre	g	% de graisses	% de protéines	Kcal
Appui à l'alimentation thérapeutique	1		3		125		10	148	7	14	651
Supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de 6 à 23 mois (suppléments nutritionnels prêts à consommer)	3							46,3	58	10	247
REDRESSEMENT ACCÉLÉRÉ											
Reconstitution des avoirs	3	400		120	30	5		555	11	16	2 150
Vivres pour la formation	3	400		120	30	5		555	11	16	2 150
SNMI: femmes enceintes et mères allaitantes	9		200		20		20	240	14	27	1 057
SNMI: enfants de 6 à 23 mois	4		200		20		20	240	14	27	1 057
Repas scolaires	220 jours	120		30	10	5		155			595

MODALITÉS D'EXÉCUTION

55. *Coordination.* Les activités seront conçues en coordination avec des contreparties gouvernementales, des partenaires coopérants et des représentants des bénéficiaires, notamment des femmes. Le PAM continuera à collaborer avec les nombreux organismes des Nations Unies et ONG présents dans le pays à des initiatives conjointes dans les domaines de l'éducation, de l'évaluation, de la sécurité alimentaire, du rapatriement des réfugiés, de la nutrition et de la protection.
56. *Participation.* Les distributions de vivres seront réalisées par des partenaires coopérants, sachant que ce sont les comités de gestion des vivres qui détermineront les conditions d'octroi, assureront la gestion des produits alimentaires, organiseront les aspects logistiques et appuieront les distributions. Ces comités compteront au minimum 50 pour cent de femmes dans leurs rangs.
57. *Partenariats.* Les partenariats seront définis au moyen d'accords de partenariat sur le terrain qui comprendront des dispositions relatives à la problématique hommes-femmes et à la protection. Le PAM intensifiera sa coopération avec les ONG disposant de capacités techniques éprouvées. Les résultats des ONG partenaires seront évalués avant toute approbation ou reconduction d'un accord de partenariat. Les propositions de projet seront examinées selon les critères suivants: bien-fondé de l'assistance alimentaire, faisabilité technique et logistique, définition des groupes cibles et prise en compte de la participation et des besoins des femmes. Les partenaires seront chargés d'effectuer les vérifications concernant les bénéficiaires, de distribuer les vivres et d'effectuer le suivi des opérations. Ils devront présenter des rapports mensuels sur le ciblage et sur l'utilisation des produits alimentaires. Le PAM renforcera les capacités opérationnelles de ses partenaires en fournissant des intrants complémentaires et en organisant des stages de formation.
58. *Logistique.* Les vivres provenant de marchés internationaux transiteront par les ports de Mombasa, de Dar es-Salaam, de Beira et de Matadi. Les services de transport seront notamment assurés avec des camions du PAM gérés par la Swedish Civil Contingency Agency. Les coûts élevés de transport interne (421 dollars la tonne) sont notamment dus au mauvais état des infrastructures et à l'insécurité. Le PAM évalue régulièrement les stratégies pour déterminer les solutions les plus économiques.
59. *Achats.* Les achats locaux seront principalement effectués dans le Nord-Kivu, la Province-Orientale, l'Équateur et le Katanga, et seront accrus grâce à l'initiative Achats au service du progrès. Des stocks régulateurs seront constitués à Lusaka, à Kigoma et à Kampala.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

60. Le PAM collectera des informations au moyen de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, des évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, des évaluations rapides en milieu rural, de l'IPC, des enquêtes nutritionnelles et des réseaux d'alerte rapide. Les données relatives aux produits et aux effets directs seront issues des rapports mensuels des partenaires, du suivi réalisé pendant et après les distributions, et de la surveillance de l'assortiment alimentaire. Dans les bureaux auxiliaires, le personnel chargé de la logistique et des programmes consacra au moins 25 pour cent de son temps aux activités sur le terrain. Lorsqu'il ne lui sera pas possible d'accéder aux populations en raison de l'insécurité, le PAM fera appel à des partenaires.

61. Le système de suivi et d'évaluation est en cours d'amélioration afin d'optimiser la collecte, l'analyse et la communication des informations, et il sera intégré dans les systèmes d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Toutes les distributions seront saisies dans le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits.
62. Une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront réalisées.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des dangers et des risques

63. La situation en matière de sécurité reste instable. Les groupes armés sévissant dans l'est du pays (FDLR et LRA) et l'incorporation possible de milices dans l'armée nationale constituent les principaux risques.
64. Si les résultats des élections de 2011 ne sont pas crédibles, il est probable que les tensions nationales s'accroîtront, et si certaines réformes essentielles ne sont pas mises en oeuvre, l'investissement de la communauté internationale sera compromis.
65. L'intervention repose sur le postulat que le conflit se poursuivra et qu'il faudra faire face à des problèmes logistiques considérables, y compris des difficultés en terme d'accès. Le PAM a mis en place un cadre de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours qui prévoit différents scénarios d'intervention. En cas de reprise des hostilités à grande échelle, le PAM réorientera son assistance au bénéfice des victimes directes des affrontements. Il actualisera son plan d'intervention et participera à la planification interinstitutions des mesures d'urgence conduite par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Risques et hypothèses

66. Il est indispensable de disposer de contributions et de ressources suffisantes et en temps voulu pour exécuter cette IPSR. Des ressources supplémentaires seront nécessaires si d'autres chocs importants se produisent.
67. Une nouvelle dévaluation de la monnaie, conjuguée au maintien à un niveau élevé des prix des produits alimentaires, aura pour effet de réduire l'accès des populations pauvres à la nourriture et d'accroître l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
68. Le PAM participe au module de la protection et conçoit les distributions de manière à protéger au mieux les bénéficiaires.

SÉCURITÉ

69. La République démocratique du Congo est classée en phase III ou IV du plan de sécurité des Nations Unies, à l'exception de la ville de Lubumbashi, qui est en phase II. Le PAM veille à ce que ses installations soient en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité des télécommunications.
70. En coordination avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies et la MONUSCO, le PAM utilise selon que de besoin des escortes armées lors du suivi et de l'évaluation des opérations.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS BUDGÉTISÉS			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	148 273	57 646 617	
Légumes secs	41 697	18 119 073	
Huile et matières grasses	13 983	16 293 665	
Aliments composés et mélanges	24 874	14 597 432	
Autres	5 832	1 960 876	
Total, produits alimentaires	234 659	108 617 662	108 617 662
Transport extérieur			22 843 062
Transport terrestre, entreposage et manutention			98 716 349
Autres coûts opérationnels directs			15 792 551
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B pour plus d'informations)			56 724 017
Total des coûts directs de l'intervention pour le PAM			302 693 641
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			21 188 555
COÛT TOTAL POUR LE PAM			323 882 196

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition pourra varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	22 003 692
Administrateurs recrutés sur le plan national	4 039 095
Agents des services généraux recrutés sur le plan local	5 960 192
Personnel temporaire recruté sur le plan local	5 825 138
Heures supplémentaires du personnel recruté sur le plan local	60 000
Primes de risque et primes de sujétion	823 620
Consultants internationaux	500 000
Consultants nationaux	96 000
Volontaires des Nations Unies	810 000
Services de conseil commercial	670 000
Voyages officiels du personnel	2 063 080
Total partiel	42 850 817
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	1 694 000
Charges (électricité, etc.)	443 000
Fournitures et petit matériel de bureau	426 000
Communications et services informatiques	1 780 000
Réparation et entretien du matériel	165 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	1 910 000
Aménagement des bureaux et réparations	415 000
Prestations d'organismes des Nations Unies	2 000 000
Total partiel	8 833 000
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	1 693 000
Équipement (télécommunications et informatique)	2 500 000
Dépenses locales de sécurité	847 000
Total partiel	5 040 200
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	56 724 017

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

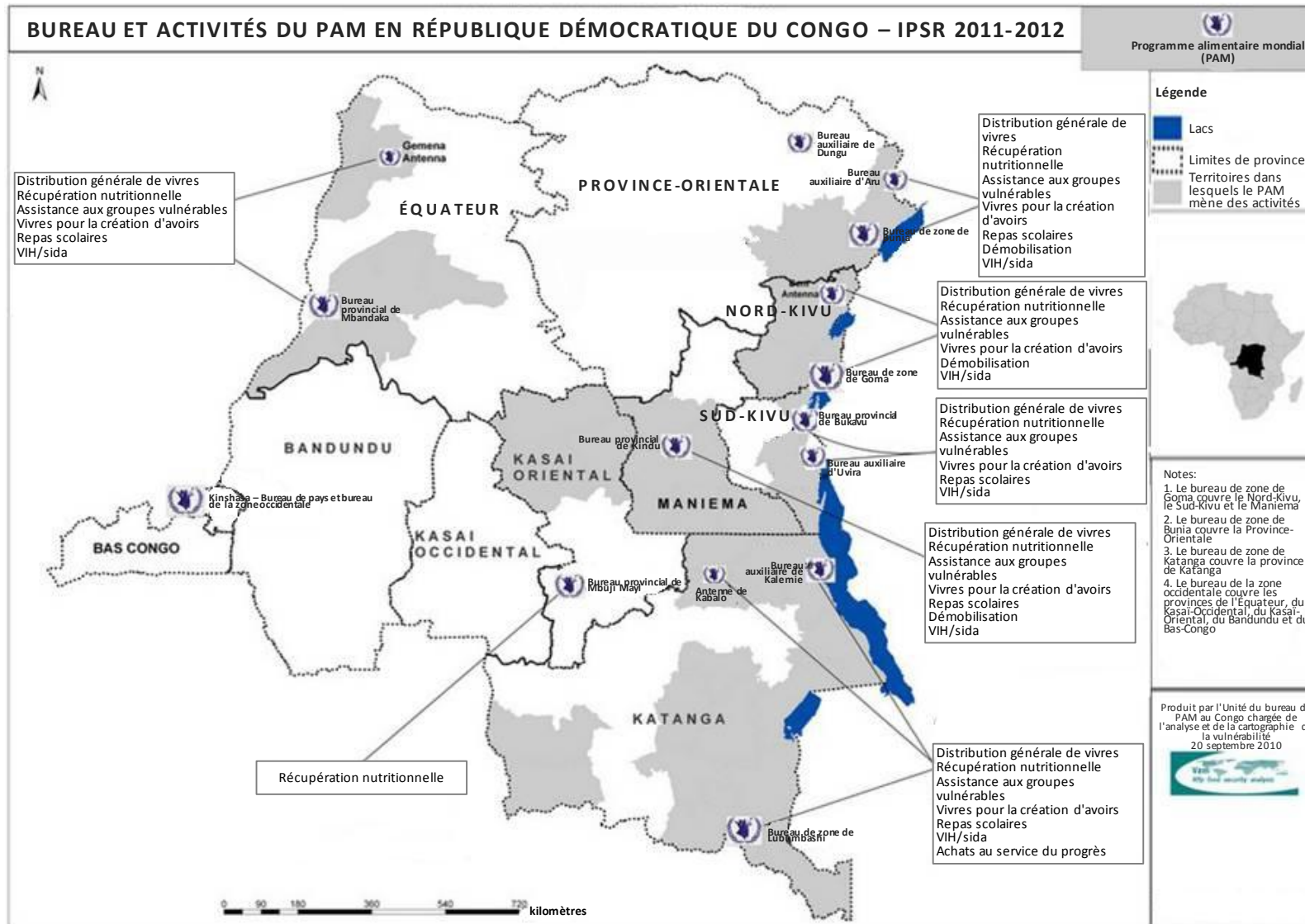
Résultats	Indicateurs de performance	Sources des données	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence			
Effet direct 1.1 Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les adultes vulnérables des populations en situation d'urgence ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë Cible: réduction de 2 points de pourcentage chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations ciblées ➤ Prévalence d'un faible périmètre brachial Cible: stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial parmi les populations ciblées ➤ Indicateurs de performance de la supplémentation alimentaire: taux de guérison, d'abandon, de décès et de non-réponse 	Enquêtes nutritionnelles menées par le PAM et des organisations partenaires, et enquêtes spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et assorties d'un délai Données secondaires provenant d'autres organismes des Nations Unies, d'ONG, du Gouvernement et du Programme national de nutrition Rapports de partenaires coopérants	Complémentarité des services: les partenaires se concentrent sur l'atténuation d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur l'état nutritionnel
Effet direct 1.2 Amélioration de l'état nutritionnel des patients sous thérapie antirétrovirale ou recevant un traitement contre la tuberculose	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des patients adultes sous thérapie antirétrovirale et sous traitement antituberculeux de brève durée sous surveillance directe dont l'indice de masse corporelle a dépassé le seuil de 18,5 après 6 mois d'appui alimentaire 		
Effet direct 1.3 Réduction ou stabilisation de la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans et les adultes des populations en situation d'urgence ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux brut de mortalité Cible: réduction ou stabilisation pour 100 % des populations ciblées ➤ Taux de mortalité par âge des enfants de moins de 5 ans 	Enquêtes spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et assorties d'un délai Données secondaires provenant d'autres organisations	L'insécurité et la destruction des infrastructures rendent les zones ciblées inaccessibles
Effet direct 1.4 Amélioration pendant toute la durée de l'assistance du PAM de la consommation alimentaire des ménages en situation d'urgence ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: supérieur à 28 pour 80 % des ménages ciblés 	Analyse et cartographie de la vulnérabilité Données secondaires provenant d'autres organisations	Les zones ciblées sont inaccessibles Certaines filières d'approvisionnement sont rompues Les fonds destinés aux enquêtes et aux évaluations sont restreints
Produit 1.1 Distribution en toute sécurité de produits alimentaires et non alimentaires de qualité en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 	Rapports des partenaires coopérants sur les distributions Visites sur le terrain et rapports de suivi du personnel du PAM et des agents chargés du suivi	Tous les produits alimentaires sont disponibles et les conditions de sécurité ne gênent pas les distributions Sont présents des partenaires coopérants qui disposent de capacités suffisantes

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Sources des données	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ➤ Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions totales 		
Produit 1.2 Alignement de la couverture de l'alimentation scolaire sur le programme de travail	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM 	Rapports sur le programme de pays Visites sur le terrain du personnel du PAM et rapports de suivi	Les conditions de sécurité demeurent stables Les produits alimentaires sont livrés en temps voulu et en quantités suffisantes
Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition			
Effet direct 3.1 Consommation alimentaire suffisante des ménages, des communautés, des personnes déplacées et des réfugiés ciblés pendant toute la durée de l'assistance du PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: supérieur à 28 pour 80 % des ménages ciblés ➤ Indice des stratégies de survie Cible: diminution du recours à des mécanismes de survie préjudiciables dans 80 % des communautés ciblées 	Analyse et cartographie de la vulnérabilité Rapports de suivi et d'évaluation établis par des partenaires coopérants	Les conditions de sécurité demeurent stables Les partenaires coopérants fournissent des produits non alimentaires On ne constate aucune rupture de la filière d'approvisionnement
Effet direct 3.2 Accès plus facile des communautés ciblées aux avoirs lors des périodes de transition précaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en termes d'avoirs Cible: augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels et utiles dans 80 % des communautés ciblées 	Analyse et cartographie de la vulnérabilité Rapports d'évaluation établis par les partenaires coopérants	Les conditions de sécurité demeurent stables Des produits non alimentaires sont disponibles On ne constate aucune rupture de la filière d'approvisionnement
Effet direct 3.3 Stabilisation aux niveaux d'avant-crise de la scolarisation des filles et des garçons, y compris dans les populations déplacées et réfugiées, dans les écoles appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de poursuite des études Cible: retour aux taux d'avant-crise dans 80 % des écoles sélectionnées 	Rapports de suivi et d'évaluation établis par les partenaires coopérants et le personnel du PAM	Les conditions de sécurité demeurent stables On ne constate aucune rupture de la filière d'approvisionnement Les infrastructures scolaires sont utilisables et l'on dispose d'enseignants et de matériel scolaire

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Sources des données	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.1 Distribution en toute sécurité de produits alimentaires et non alimentaires de qualité en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ➤ Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ➤ Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions totales 	<p>Rapports des partenaires coopérants sur les distributions Visites sur le terrain et rapports de suivi du personnel du PAM et des agents chargés du suivi</p>	<p>Tous les produits alimentaires nécessaires sont disponibles et les conditions de sécurité ne gênent pas les distributions</p>
<p>Produit 3.2 Création ou remise en état d'avoires par les communautés et les personnes ciblées afin de garantir les moyens de subsistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avoires communautaires créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées ➤ Nombre de femmes et d'hommes formés dans les domaines thématiques relatifs à l'appui aux moyens de subsistance 	<p>Rapports mensuels des partenaires Visites sur le terrain du personnel du PAM et rapports de suivi Rapport final du programme de pays</p>	<p>Toutes les composantes nécessaires à la reconstitution des avoires sont disponibles et utilisées Les conditions de sécurité demeurent stables</p>
<p>Produit 3.3 Alignement de la couverture de l'alimentation scolaire sur le programme de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM 	<p>Rapports sur le programme de pays Visites sur le terrain du personnel du PAM et rapports de suivi</p>	<p>Les conditions de sécurité demeurent stables Les produits alimentaires sont livrés en temps voulu et en quantités suffisantes</p>
<p>Objectif stratégique 5: renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>			
<p>Effet direct 5.1 Apparition de nouvelles possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays 	<p>Rapports sur les achats</p>	<p>Le marché local est suffisamment stable pour que l'on effectue des achats dans le pays</p>
<p>Effet direct 5.2 Élargissement des cadres directeurs nationaux, qui intègrent des solutions au problème de la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation des fonds alloués par le Gouvernement aux outils de lutte contre la faim figurant dans les plans d'action nationaux 	<p>Rapports du Gouvernement</p>	<p>Le contexte politique est stable</p>



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
LRA	Armée de résistance du Seigneur
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONG	organisation non gouvernementale
RDC	République démocratique du Congo
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
STAREC	Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortant des conflits armés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation